

Probable suppression de postes dans la division éolien de GE à Nantes

Source AFP - 7 février 2019

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/pays-de-la-loire/0600655561056-probables-suppression-de-postes-dans-la-division-eolien-de-ge-a-nantes-2242900.php>



Sur son site de Nantes, GE Wind France conçoit des éoliennes dont l'usine de fabrication est située à Saint-Nazaire. Shutterstock

Le retard des projets de parcs éoliens en mer français pousse General Electric à envisager la suppression de dizaines de postes à Nantes.

General Electric envisage de supprimer plusieurs dizaines de postes dans sa division éolien en mer en France, essentiellement basée à Nantes (Loire-Atlantique), ont indiqué des sources concordantes.

GE Renewable Energy, branche du groupe américain dédiée aux énergies renouvelables, a ouvert des « discussions » avec les représentants du personnel de son entité éolien en mer France (GE Wind France SAS) « sur la faisabilité d'un accord de rupture conventionnelle collective », a indiqué le groupe dans une déclaration transmise à l'AFP.

Au total, 80 postes sur les 246 du site nantais seraient concernés, a précisé à l'AFP un membre du Comité social et économique (CSE) de GE Wind France, des chiffres que la direction n'a pas souhaité confirmer.

La direction a présenté vendredi au CSE « le projet de plan qu'ils souhaitaient nous voir appliquer et qu'ils souhaitaient nous voir valider dans les prochaines semaines », a-t-il ajouté.

Sur son site de Nantes, GE Wind France conçoit des éoliennes dont l'usine de fabrication est située à Saint-Nazaire.

Retard des projets en France

GE justifie le lancement de ces discussions par le « retard de notification de commande pour les projets éoliens français en mer ». En rachetant la branche énergie d'Alstom en 2015, GE a en effet récupéré les contrats qu'avait remportés le groupe français pour fournir des éoliennes pour les projets développés par EDF à Fécamp (Seine-Maritime), Courseulles-sur-Mer (Calvados) et Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

Les Echos

Le groupe américain précise aussi que « GE Renewable Energy procède actuellement à une analyse de ses activités pour s'assurer que sa division Offshore Wind est la mieux placée pour répondre aux besoins du marché et permettre son succès à long terme ».

Mi-janvier, GE a aussi ouvert des négociations pour réduire ses effectifs au sein d'autres entités françaises. Selon des sources syndicales, 470 postes seraient concernés, toujours via le dispositif de rupture conventionnelle collective, instauré par les ordonnances Macron de septembre 2017.

En rachetant la branche énergie d'Alstom, GE s'était engagé à créer un millier d'emplois nets en France, mais a renoncé en juin dernier à cette promesse. Mardi, le ministère de l'Economie a annoncé que le groupe devrait verser 50 millions d'euros de pénalités pour financer un fonds de réindustrialisation.

Source AFP